

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article1433>

20 Mai 2011 UGTG an tribinal a Yo : Sendikalis pa kriminel !

- Dossier spÃ©cial LKP - La Gwadeloup sÃ© tannou ! -

Date de parution : 19 mai 2011

Date de mise en ligne : jeudi 19 mai 2011

Mis Ã jour le : mardi 31 mai 2011

UGTG.org

20 MAI 2011

UGTG AN TRIBINAL A YO

SENDIKALIS PA KRIMINÆL !

CâEuros"est donc **an plen Mwa MÃ©, Mwa MÃ©mwa** que lâEuros"Etat colonial FranÃ§ais a choisi de sâEuros"en prendre aux dirigeants et militants de lâEuros"UGTG en dÃ©terrânt une affaire vieille de prÃ©s de 10 ans. **Michel MADASSAMY, Gabriel BOURGUIGNON et Fred LOUISE** se retrouveront **douvan tribinal a yo lapwent** le 20 mai 2011 Ã 14 heures.

SonjÃ© sa ki pasÃ© :

Septembre 2002 : quatre salariÃ©s dâEuros"une station-service Texaco, confrontÃ©s Ã la succession des liquidations et des gÃ©rants dÃ©faillants, dÃ©cident de prendre en mains leur avenir et crÃ©ent alors une SARL afin de reprendre la station service. Le 16 septembre 2002 : les chauffeurs des camions citernes du Groupe Texaco, entrent en grÃ©ve pour dÃ©fendre le droit pour les travailleurs de reprendre leur outil de travail et de crÃ©er des emplois. Le 26 septembre 2002, alors que lâEuros"on sâEuros"achemine vers la signature dâEuros"un accord prÃ©voyant notamment la cession de la location gÃ©rance aux quatre salariÃ©s et le parrainage de la sociÃ©tÃ© Crom Distribution par un gÃ©rant du rÃ©seau Texaco (M.BISASEM), le P.D.G. de Texaco, M. LAROQUE, revient sur son engagement.

Au mÃ©pris de la loi et en toute impunitÃ©, Texaco reprend le transport de ces produits avec le concours des forces de police et de gendarmerie fournis par le prÃ©fet. MalgrÃ© lâEuros"intervention de lâEuros"inspecteur du travail (M BONNAFOUS), Texaco embauche des intÃ©rimaires, licencie les chauffeurs grÃ©vistés et constitue une milice armÃ©e pour briser la grÃ©ve. Les travailleurs grÃ©vistés intentent alors une action en rÃ©fÃ©rÃ© pour dÃ©noncer ces infractions et exiger le respect du Code du Travail. RÃ©sultat : lâEuros"affaire est programmÃ©e par le Parquet pour... juin 2003 soit 9 mois plus tard.

Le 14 novembre 2002, plus de 500 manifestants organisent un sitting pacifique Ã la SARA, comme lâEuros"avaient fait avant eux les patrons de la banane, et cela afin dâEuros"apporter leur soutien aux travailleurs grÃ©vistés et dÃ©noncer la complicitÃ© active de lâEuros"Ã©tat franÃ§ais avec la Multinationale Texaco qui, depuis le dÃ©but du conflit multiplie dÃ©lits et violations des lois sociales en toute impunitÃ©. Les **manblo**, commandÃ©s par le sous prÃ©fet Lelay, chargent sauvagement les manifestants. Plusieurs militants se font traiter de sales nÃ©gres et sont sauvagement tabassÃ©s Ã coups de matraques, Ã coup de poings, Ã coups de pieds avant dâEuros"Ãatre menottÃ©s.

Fred LOUISE, militant de lâEuros"ULTP-UGTG, est dans un tel Ã©tat (bras cassÃ©, doigts cassÃ©s, fracture des planchers des yeux suite aux multiples coups de pieds...) quâEuros"il est Ã© abandonnÃ© » au Centre Hospitalier de Basse-Terre par les **manblo** suite Ã son Ã©vanouissement durant son interrogatoire. TransfÃ©rÃ© Ã la Polyclinique de Pointe-Ã -pitre, Fred livre en exclusivitÃ© Ã La Une Guadeloupe le calvaire quâEuros"il a vÃ©cu sous les yeux du sous-prÃ©fet LELAY Ã la gendarmerie de Miquel. MenottÃ© dans le dos, couchÃ© sur le sol, il sâEuros"adresse alors au sous-prÃ©fet : Ã« Suis-je franÃ§ais ou esclave pour Ãatre traitÃ© de la sorte ?Ã». Durant lâEuros"interrogatoire, le sous prÃ©fet Lelay demande alors aux gendarmes de le mettre assis ; lâEuros"un deux rÃ©pond : Ã« **Tais-toi, câEuros"est nous qui commandons ici, il doit rester par terre, câEuros"est sa place** Ã ». Le sous prÃ©fet se contente de baisser la tÃªte... âEuros" Notre camarade est mis en examen pour rÃ©bellion et destruction de biens dâEuros"autrui par un moyen dangereux pour les personnes.

Gabriel BOURGUIGNON, Dirigeant de la Centrale Syndicale U.G.T.G., revenu seul pour porter secours Ã son camarade Fred LOUISE subit le mÃame assaut que ce dernier : insultes racistes, coups de bottes, coups de poings, coups de matraques provoquant notamment de graves lÃsions Ã lâEuros"oreille droite et Ã lâEuros"Ã'il, et une centaine de micro fracturesalors quâEuros"il nâEuros"opposait aucune rÃsistance.

Gabriel est transfÃrÃ Ã la gendarmerie de Saint-Claude dans le plus grand secret. Le droit de communiquer avec son avocat dÃs la premiÃre heure de garde Ã vue, lui est refusÃ. Pire encore, le lendemain, MaÃtre TACITA, doit faire preuve de beaucoup dâEuros"audace et de tÃmÃritÃ pour arriver Ã voir son client car aucun gendarme nâEuros"est en mesure de lui dire oÃ il se trouve. Il rÃussit Ã le voir enfin et dÃcouvre Gabriel placÃ dans une chambre de sÃ »retÃ dans des conditions dâEuros"hygiÃne indignes, encore vÃtu des mÃames linges quâEuros"il portait la veille, vÃtements devenus sales et nausÃabonds par les actes de torture quâEuros"il avait subi.

AprÃs 48 heures de garde Ã vue, il est mis en examen pour rÃbellion en rÃunion, et tentative de destruction dâEuros"un bien par incendie. Il est incarcÃrÃ le samedi 16 novembre 2002 en violation des dispositions de lâEuros"article 6-1 de la Convention EuropÃenne des Droits de lâEuros"Homme. Il sera libÃrÃ aprÃs un mois dâEuros"incarcÃration contre le versement dâEuros"une caution de 100000 Francs.

Il sâEuros"ensuit alors une campagne de presse mensongÃre oÃ successivement, prÃfet, patrons, Ãlus, et journalistes en quÃte de sensationnel.... tentent de diaboliser lâEuros"U.G.T.G. et sâEuros"efforcent de forger une opinion publique pour faire croire que Gabriel BOURGUIGNON voulait mettre le feu aux installations pÃtrolliÃres et tout faire sauter. Le procureur de la rÃpublique dira mÃame sur TÃlÃ Guadeloupe, quâEuros"il Ãtait en possession dâEuros"un briquet et quâEuros"il sâEuros"Ãtait rebellÃ lors de son arrestation, pour tenter de justifier la fÃrocitÃ des gendarmes. Et pourtant, il a ÃtÃ apprÃhendÃ et copieusement tabassÃ sans opposer aucune rÃsistance (comme le prouvent les images diffusÃes Ã la tÃlÃvision) avec ses clefs, son portable Ãteint, sa casquette et rien dâEuros"autres sur lui, ni autour de lui.

Michel MADASSAMY, militant de lâEuros"UTPP-UGTG est mis en examen pour violence aggravÃe. Il est accusÃ dâEuros"avoir blessÃ 16 Gendarmes ce jour lÃ . Incroyable !

Gabriel BOURGUIGNON, Michel MADASSAMY et Fred LOUISE comparaissent devant leur tribunal ; leur seul crime : Militer au sein dâEuros"une Organisation Syndicale luttant pour le respect du droit du travail, pour la dignitÃ du Peuple GuadeloupÃen, pour la transformation des rapports sociaux, lâEuros"abolition de la domination coloniale et de lâEuros"exploitation capitaliste an **PÃyi annou** .

La justice franÃsaise poursuit une vÃritable vendetta contre le Mouvement Ouvrier GuadeloupÃen et singuliÃrement contre les militants de lâEuros"UGTG. Ce sont plus de 30 dirigeants et militants de lâEuros"UGTG qui sont poursuivis ou condamnÃs par la justice coloniale franÃsaise. Depuis plusieurs mois, lâEuros"appareil rÃpressif de lâEuros"Etat franÃsais a dÃcidÃ dâEuros"Ãliminer toutes contestations sociales en Guadeloupe : convocations et procÃs remettant en cause les libertÃs fondamentales et singuliÃrement le droit de revendiquer et de se battre pour ses revendications, se multiplient ; gardes Ã vue, amendes, peines de prison ferme, peines de prison avec sursis, âEuros! se succÃdent. LâEuros"objectif est de terroriser les travailleurs, faire peur Ã ceux qui osent dire **PWOFITASYON AWA , TÃES ADN AWA, SENDIKALIS PA KRIMINÃEL** , condamner tous ceux qui osent lever la tÃte, discrÃditer et criminaliser lâEuros"action syndicale et surtout refuser dâEuros"honorer les engagements contenus dans les accords du 26 fÃvrier et 04 mars 2009 signÃs avec LKP.

NON âEuros! NOU PÃ0KÃ0 FÃÆ DÃÆYÃÆ, NOU SÃ0 PITIT A KONBATAN !!

Woulo pou tout travay an lit : SGB, M^ori Lansb^otran, Transp^ot^o kanmiyon, P^olanplwa^oEuros! S^o lyannaj a Travay^o P^op, Ansanm Ansanm, Doubout an lari-la, an balan, an konsyans, k^o d^ochouk^o tout pwofitasyon^o konstwi on d^ot Gwadeloup.

L^oEuros"UGTG appelle ses militants et adh^orents, les Travailleurs^o se mobiliser le Vendredi 20 Mai d^os 14H00 devant le tribunal de Pointe-^o-Pitre pour dire :

NON^o LA R^oPRESSION^o SENDIKALIS PA KRIMIN^oEL !

PARTICIPONS MASSIVEMENT AUX MEETINGS D^oINFORMATION :

Mardi 17 Mai et Vendredi 20 Mai 2011^o 19H00 douvan bik-la

NON A LA R^oPRESSION

NON AU M^oPRIS

Lapwent 06/05/2011 - UGTG

TRAVAY^o P^oEP GWADLOUP DOUBOUT